



# Soutien aux camarades d'EURENCO mobilisés pour les salaires et le progrès social

## La FNTE-CGT exige l'intervention de l'État chez Eurenco face à une direction qui refuse de négocier

Ce mercredi 29 avril, une délégation de la **Fédération Nationale des Travailleurs de l'État CGT** a été reçue par le conseiller social du ministre des Armées, afin d'exposer le conflit social à Eurenco. À cette occasion, Jérémy Caillé, secrétaire général du syndicat CGT d'Eurenco, a détaillé les causes profondes du conflit social qui paralyse depuis plus de quatre mois les deux sites français de Sorgues (Vaucluse) et Bergerac (Dordogne).



La **CGT** a dénoncé le manque de volonté patent de la direction de négocier sur la base des revendications portées par l'intersyndicale **CGT-FO**.

Le Secrétaire Général du syndicat **CGT** d'Eurenco a notamment rappelé que le coût des mesures salariales revendiquées s'élève à environ 1 700 000 €, une somme très largement finançable au regard des résultats de l'entreprise. En effet, Eurenco vient d'annoncer des bénéfices records pour l'année 2025 et dispose d'un carnet de commandes valorisé à 3 milliards d'€ selon son PDG.

Là où l'intersyndicale demande des augmentations générales de salaires, la direction oppose une enveloppe légèrement inférieure pour sortir du conflit... mais exclusivement sous forme de primes sur objectif déguisées.

Ce dispositif, sans impact durable sur les salaires (pas de revalorisation des grilles, pas d'effet sur les retraites), a été rejeté par les salariés mobilisés lors des NAO. En effet, ce n'est pas d'un « coup de pouce » à géométrie variable qu'ils revendiquent mais une vraie hausse de leur salaire et de leur reste à vivre.

Face à l'obstruction patronale, la **FNTE-CGT** a exigé du conseiller social l'intervention immédiate du ministère des Armées pour organiser dans les plus brefs délais une réunion tripartite associant le ministère, le PDG d'Eurenco et les représentants de l'intersyndicale CGT-FO exclusivement.

**La Fédération réaffirme sa totale solidarité avec les salariés en grève d'Eurenco et dénonce les méthodes d'une direction qui, parce qu'elle le peut, estime qu'elle n'a pas besoin de les entendre. La FNTE-CGT dénonce le fait qu'une entreprise sous tutelle de l'État se comporte en actionnaire prédateur. Tant que leurs revendications légitimes n'auront pas été satisfaites, les travailleurs d'Eurenco maintiendront le rapport de force et la Fédération continuera à les soutenir sans relâche.**